

## Communiqué de Presse

### Signature du socle de droits sociaux : un pas vers une Europe plus sociale

(17 novembre 2017)

« En signant le socle européen des droits sociaux, les Chefs d'Etat et de gouvernement et les institutions européennes ont signalé aux citoyens européens que leurs préoccupations relatives à la sécurité de leurs emplois, à la qualité de leurs conditions de travail et à l'égalité de traitement ont été entendues. Ils doivent maintenant transformer ces paroles en des droits et des politiques qui changeront de façon positive le quotidien des travailleurs et de leurs familles » a déclaré Luc Triangle, Secrétaire général d'industriAll Europe.

Le Socle européen des droits sociaux, fort de ses 20 principes axés sur l'égalité des chances, l'accès au marché du travail, des conditions de travail équitables et sur la protection et l'insertion sociales, met en évidence que liberté économique et droits sociaux sont les deux faces d'une même médaille.

La proclamation du Socle européen des droits sociaux a lieu 6 mois après son lancement par la Commission européenne. Nous devons poursuivre sur cette lancée en veillant à ce que le Socle européen des droits sociaux soit rapidement traduit en un plan d'action assorti d'un large programme législatif et d'un ensemble de mesures, de politiques et d'actions permettant sa mise en œuvre. Les Etats membres signataires doivent également être mis face à leur responsabilité. Ils devront, à leur tour, prendre des mesures pour mettre en œuvre concrètement ces 20 principes politiques. Ce processus national doit être dirigé et surveillé dans le cadre d'un semestre européen et social.

IndustriAll Europe réclame tout particulièrement :

- L'adoption d'un seuil de droits minimums et l'accès garanti à la protection sociale pour tous, indépendamment des statuts d'emploi, afin de garantir des conditions de travail décentes et équitables. En outre, de nouveaux droits doivent répondre aux nouveaux problèmes rencontrés par les travailleurs, notamment dans l'économie numérique ;
- Une nouvelle Directive sur le congé parental, le congé de paternité et le congé d'aidant en vue d'améliorer l'équilibre vie privée- vie professionnelle et d'encourager l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- Des mesures pour renforcer les négociations collectives, l'autonomie des partenaires sociaux et les droits des syndicats ; la promotion d'une convergence salariale à la hausse et si nécessaire, la garantie qu'un salaire minimum est un salaire permettant de vivre décemment.
- Des investissements garantis pour rendre les droits réels : le cadre financier pluriannuel 2020-2026 doit fournir des ressources financières permettant de financer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux. En outre, des contraintes budgétaires restrictives ne doivent pas retarder ou empêcher la mise en œuvre du Socle.

International Trade Union House (ITUH) - Boulevard du Roi Albert II 5 (bte 10) - B-1210 Brussels  
Tel: +32 (0)2/226 00 50 [info@industrial-all-europe.eu](mailto:info@industrial-all-europe.eu) [www.industrial-all-europe.eu](http://www.industrial-all-europe.eu)

Press Officer: Alice Nguyen - [alice.nguyen@industrial-all-europe.eu](mailto:alice.nguyen@industrial-all-europe.eu) - Tel: +32 (0)2 226 00 68

## Communiqué de Presse

Dans son discours sur l'accès au marché du travail au Sommet social pour des emplois et une croissance équitables, Luc Triangle a déclaré : « Il est essentiel de donner à chacun les outils permettant de construire une carrière professionnelle sûre. La formation et le soutien actif à l'emploi sont essentiels pour accéder au marché du travail et accroître l'employabilité. Il est cependant urgent d'arrêter la prolifération des emplois précaires, des emplois à temps partiel non volontaires et des nouvelles formes de travail, qui offrent des rémunérations et une protection sociale insuffisantes et une faible sécurité de l'emploi. L'Europe compte de plus en plus de travailleurs pauvres, et le sentiment de malaise et d'insécurité grandit également parmi les travailleurs européens. Le Socle européen des droits sociaux doit rapidement fournir des mesures et des propositions législatives pour soutenir des emplois de qualité et pérennes et bâtir les sociétés favorisant l'intégration et la cohésion sociales, auxquelles les citoyens européens aspirent.

**Contact** Isabelle Barthes, [isabelle.barthes@industrial-all-europe.eu](mailto:isabelle.barthes@industrial-all-europe.eu), +32 2 226 00 62

**Twitter** @industriAll\_EU with Hashtags #SocialRights, #SocialSummit1, #SocialPillar, #TellJunckerEU.

**Website** <https://socialrightsfirst.eu/10-blocks/>

**IndustriAll Europe** représente la voix de 7 millions d'hommes et de femmes travaillant à travers les chaînes d'approvisionnement des secteurs manufacturier, minier et énergétique en Europe. Notre volonté est de protéger et promouvoir les droits des travailleurs. Notre fédération européenne regroupe 177 organisations syndicales dans 38 pays européens. Notre objectif est d'être un acteur puissant dans le domaine de la politique européenne vis-à-vis des entreprises européennes, des industries européennes, des associations d'employeurs et des institutions européennes.